



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre les inégalités

Question au Gouvernement n° 459

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

M. le président. La parole est à M. Stéphane Peu, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Stéphane Peu. Monsieur le Premier ministre, dans la bouche ou sous la plume d'un communiste, d'un insoumis ou d'un syndicaliste, le qualificatif « Président des riches », accolé à la politique menée par Emmanuel Macron, pouvait prendre les traits d'une formule simpliste, guidée par l'hostilité politique, bref, n'être que de la vilaine propagande.

Pour se débarrasser du sparadrap de cette accusation tenace, confirmé par les enquêtes d'opinion, votre gouvernement a tenté de faire valoir que la loi de finances adoptée avant Noël était en fait – il fallait oser ! – un cadeau au pouvoir d'achat des Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Sylvain Maillard. C'est vrai !

M. Stéphane Peu. L'Observatoire français des conjonctures économiques vient, à sa manière, d'infliger un démenti sévère à votre discours en montrant, dans sa dernière étude, que les plus riches sont bien les premiers bénéficiaires de votre budget.

Que nous dit l'OFCE ? Que les plus riches seront bien les mieux servis par vos réformes puisque « à eux seuls, les 5 % de ménages les plus aisés [...] capteront 42 % des gains ». À l'inverse, le même organisme estime que, pour les ménages du bas de la distribution, les revalorisations en fin d'année [...] ne compenseront pas le relèvement de la fiscalité indirecte ».

Si l'on ajoute votre refus d'un coup de pouce au SMIC, la hausse de nombreux tarifs comme ceux du gaz ou des mutuelles, celle de la contribution sociale généralisée – CSG – pour les retraités ou la baisse de l'aide personnalisée au logement – APL –, cela se traduira pour les Français les plus modestes par un recul de leurs revenus.

Monsieur le Premier ministre, en prolongeant les recettes des gouvernements précédents, celles de l'ancien monde, vous continuez de creuser les inégalités entre les Français. Or une société de plus en plus inégalitaire est une société qui régresse.

Entendez-vous prendre enfin des mesures de justice sociale de nature à inverser cette tendance et remettre notre pays sur le chemin du progrès ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes NG et FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, vous auriez également pu rappeler dans votre intervention que le Gouvernement a décidé de revaloriser l'allocation aux adultes handicapés.

M. Éric Straumann. Qui paie ?

M. Bruno Le Maire, ministre. Vous auriez pu rappeler qu'il a décidé d'augmenter exceptionnellement le revenu de solidarité active – RSA.

M. Pierre Cordier. Ce sont les départements qui paient !

M. Bruno Le Maire, ministre. Vous auriez pu rappeler qu'il a décidé de maintenir le crédit d'impôt pour les personnes les moins favorisées, afin que celles-ci puissent payer une aide à domicile. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

Vous auriez pu rappeler tous ces éléments qui, d'ailleurs, étrangement, ne figurent pas dans le rapport de l'OFCE.

Le modèle économique et social français, c'est l'esprit de conquête et de solidarité – les deux à la fois. Nous maintiendrons les deux montants de ce modèle. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

Nous le faisons avec toutes les mesures qui ont été prises pour les ménages les plus modestes, que je viens de citer. Nous le faisons également en rétablissant cet esprit de conquête, avec une politique fiscale qui permettra effectivement à nos entreprises de se développer, de créer de la croissance et de l'emploi, parce que la première des inégalités, c'est l'augmentation du chômage dans notre pays et l'inégalité face à l'emploi. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

La vieille politique constituait à redistribuer des richesses avant de les créer. Nous faisons un choix différent, celui de créer les richesses avant de les redistribuer, pour que tout le monde trouve un emploi et une activité dans notre pays. *(Mêmes mouvements.)*

Mme Danièle Obono. Ce n'est que pour les riches ! Alors, bravo !

M. Bruno Le Maire, ministre. Enfin, monsieur le député, j'ai fait de cette lutte contre les inégalités un des éléments clés de notre action au ministère de l'économie et des finances, notamment en organisant les « Rendez-vous de Bercy », qui étaient consacrés à la lutte contre les inégalités en France, en Europe et dans le monde.

Nous avons engagé des travaux sur le sujet. Nous continuerons à nous battre pour que les inégalités ne se creusent pas en France, et je vous invite à participer à nos travaux. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Peu](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 459

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 janvier 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 janvier 2018](#)